



| Le niveau du salaire minimum défini par la loi dans un pays donné doit être cohérent avec les niveaux de productivité de ce pays-là, déclare l'économiste Rémi Bazillier

LES AVANTAGES D'AVOIR UN SALAIRE MINIMUM LÉGAL

Interview avec Rémi Bazillier

Progressive Post: Pourquoi est-ce nécessaire d'avoir un salaire minimum légal (c.-à-d. déterminé par la législation d'un pays) ?

Un salaire minimum est un outil efficace pour accroître les niveaux de vie et lutter contre la pauvreté. Le pouvoir de négociation

des travailleurs a été érodé par la mondialisation, la concurrence accrue et la financiarisation de l'économie. Dans ce contexte, la compétition entre les travailleurs peut entraîner une course vers le bas, ce qui est sous-optimal pour l'ensemble de l'économie car cela tend généralement à faire baisser la demande globale.

Les opposants au salaire minimum ont tendance à affirmer qu'il détruirait des emplois, particulièrement les emplois peu qualifiés. Les contextes sont très différents d'un pays à un autre. Le niveau du salaire minimum défini par la loi dans un pays donné doit être cohérent avec les niveaux de productivité de ce pays-là. Mais

globalement, la plupart des études universitaires n'ont pas réussi à trouver un impact significativement négatif lié au fait d'avoir un salaire minimum pour l'emploi. Dans certains cas, c'est le contraire. Un salaire minimum peut favoriser la création d'emplois lorsque les salaires sont trop bas sans aucune législation.

Un argument supplémentaire est que le fait d'avoir un salaire minimum est une politique qui pousse les entreprises à investir dans la productivité et la qualité. Si les entreprises sont confrontées à des coûts du travail plus élevés, elles doivent améliorer leur productivité et rester compétitives. Il agit par conséquent comme incitation pour les entreprises dynamiques à orienter de préférence leurs investissements vers la R&D, à avoir une meilleure gestion des ressources humaines et à améliorer la qualité des biens et/ou des services qu'elles produisent. Les entreprises réagissent à leur environnement institutionnel. Dans un environnement de bas salaires, les niveaux de productivité sont également bas. Les stratégies alternatives faisant augmenter les salaires pourraient générer des résultats plus positifs, avec des travailleurs plus productifs.

Progressive Post : Quel est l'avantage d'avoir un salaire minimum dans autant de secteurs ?

Il est nécessaire de définir un salaire minimum afin d'éviter la concurrence déloyale entre les entreprises et les travailleurs. Les normes minimales doivent être définies au moins au niveau du secteur. Les producteurs vendant les mêmes biens et services doivent suivre les mêmes règles. Mais il faut aussi un salaire minimum intersectoriel. Comme nous l'avons vu dans le cas allemand, avant l'introduction d'un salaire minimum national, l'absence de salaire minimum dans certains secteurs (comme l'agriculture) a mené à

de grandes disparités dans les salaires d'un secteur à l'autre, ce qui augmente les inégalités. Cela a aussi créé des distorsions sur le marché au niveau européen pour ces secteurs spécifiques, avec beaucoup de sociétés se livrant au dumping social. Le dumping social se rapporte à un ensemble de pratiques au niveau international, national ou inter-entreprises, dont l'objectif est d'acquiescer un avantage sur les concurrents, ce qui pourrait avoir d'importantes conséquences négatives sur les processus économiques et la sécurité sociale des travailleurs. Selon moi, il faut aussi que nous ayons un salaire minimum dans autant de pays que possible. Il existe de solides arguments en faveur du salaire minimum dans toute l'UE. Les pays de l'UE sont en concurrence les uns avec les autres et cela peut avoir des conséquences néfastes sur le niveau de vie des travail-

pas de fixer le même niveau de salaire minimum pour chaque pays, mais de définir un niveau minimum qui respecte le niveau de productivité, et ensuite de faire en sorte que les niveaux de productivité et de salaire convergent à moyen terme.

Nous avons vu les conséquences économiques des déséquilibres macroéconomiques trop importants entre les pays excédentaires et déficitaires au sein de l'Union européenne. Un pays avec un excédent commercial gagne plus avec ses exportations qu'il ne dépense sur les importations, ce qui fait de lui un pays exportateur net. Ces déséquilibres sont un facteur de création de l'instabilité et des crises. Les disparités en termes de salaires sont aussi un facteur majeur ayant un impact sur ces déséquilibres. Les pays avec un excédent commercial, ou les pays exportateurs nets, doivent augmenter leurs salaires afin de réduire ces déséquilibres. Il s'agit là d'une nécessité macroéconomique. La fixation d'un salaire minimum est le bon outil pour atteindre cet objectif.

Progressive Post : Quel est le meilleur exemple de pays avec un salaire minimum ?

Il n'y a pas de « meilleur exemple ». Chaque pays a sa propre histoire, ses propres institutions et son propre cadre réglementaire. Dans les pays nordiques où la négociation collective est forte, les syndicats sont capables de négocier un salaire minimum avec de bons résultats. Dans d'autres contextes, comme en Allemagne, le salaire minimum était nécessaire en complément des conventions

collectives sectorielles. En France, la négociation collective est beaucoup plus faible et il faut que le salaire minimum national soit défini au niveau de l'État. Chaque pays doit définir sa propre manière d'atteindre ces objectifs. Mais lorsque les syndicats et la négociation collective sont faibles, l'intervention de l'État est nécessaire.

#MinimumWage, #EUminimumwage "Fixer un salaire minimum dans chaque pays de l'UE est une nécessité économique et sociale."

@remibaz



#MinimumWage, #EUminimumwage "Dans un environnement de bas salaires, les niveaux de productivité sont également bas."

@remibaz



leurs. Fixer un salaire minimum dans chaque pays de l'UE est une nécessité économique et sociale. Le niveau national doit prendre en compte le niveau de productivité. L'objectif n'est



> AUTEUR

Rémi Bazillier est professeur des universités en économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, à Paris. Ses domaines de recherche comprennent l'économie du développement, l'économie ouvrière et le développement durable (plus d'informations disponibles ici : <http://remi.bazillier.free.fr>).